

L'émergence stratégique chinoise intentionnelle ou accidentelle ? (1/3)

Roger N. McDERMOTT
Zdzislaw SLIWA
Frédéric LABARRE

Roger N. McDermott est *Fellow* d'Études militaires eurasiatiques de la *Jamestown Foundation* à Washington et *Fellow* honoraire du Département d'études politiques et de relations internationales de l'Université du Kent (Canterbury). Le colonel Zdzislaw Sliwa (Pologne) fait partie du Département des études opérationnelles du Collège de défense baltique, à Tartu (Estonie). Frédéric Labarre est l'ancien chef de Département d'études politiques et stratégiques du Collège de Défense baltique à Tartu. Il est aujourd'hui analyste politique indépendant.

La Chine est le seul pays dont la croissance économique aura augmenté en dépit de la « grande récession ». En 2009, son PNB atteignait 8,7 % (*CNN* Chine, 2009). Mais les facteurs économiques ne sont pas les seuls gages de croissance ; en avril 2009 la Chine apparaissait comme un partenaire incontournable dans toute relation internationale. À l'issue de son face-à-face avec le Premier ministre chinois Hu Jintao, le président américain Barack Obama concluait que « les relations bilatérales (entre la Chine et les États-Unis) sont devenues fort constructives, et des liens solides sont importants non seulement pour les citoyens des deux pays, mais en outre utiles à la manière dont le monde relèvera les nouveaux défis » (*CCTV*, 2009). Comme pour accentuer son ascension, la Chine tenta de coiffer le *leadership* américain lors des discussions du Sommet de l'Environnement tenu à Copenhague en décembre 2009.

L'article qui suit démontre que cette action est symptomatique d'une Chine qui ne tente pas d'usurper un quelconque hégémonisme mondial, mais qui trace une ligne directe entre sa sécurité nationale et son développement interne lié à l'approvisionnement en hydrocarbures. L'incident de Copenhague démontre toutefois l'ampleur des ambitions de la Chine qui la mène parfois à s'imposer. À ce titre, est-ce que le rôle de chef de file que la Chine est en train de se tailler est accidentel ou intentionnel ? Cet article vise aussi à mesurer sa capacité à devenir un chef de file.

**

L'appétit chinois pour les ressources naturelles alimente et conditionne ses ambitions, capacités, et relations à l'aube du XXI^e siècle où la Chine continue de façonner sa personnalité internationale comme seconde économie mondiale en importance. Beaucoup d'attention est portée à la manière dont la Chine négocie la récession, notamment au courage de ses mesures préventives, et aussi à la façon dont elle a favorisé l'émergence d'un marché interne générateur d'emplois. Toutefois, ceci

ne diminue en rien la dépendance de la Chine aux investissements et au commerce étrangers. Les difficultés de ses partenaires commerciaux l'affectent donc. Mais un jour ou l'autre, la Chine aura aussi à faire face aux conséquences de la nationalisation industrielle, d'une politique monétaire inflexible, d'un système bancaire centralisé, de la pollution, de la dissidence et autres problèmes de gouvernance (Morrison, 2009, p. 15-17). Mais tous ces problèmes sont peu de chose en comparaison du défi que représentent ses besoins d'énergie ; avant 1993, la Chine était auto-suffisante en termes d'hydrocarbures, mais en dix ans, elle est devenue la seconde consommatrice et la troisième importatrice respectivement. « Entre 2000 et 2005, la consommation de la Chine a augmenté de 60 %, représentant près de la moitié de la hausse de la consommation mondiale » (Yadav, 2008, p. 21).

Son appétit énergétique a été rapidement associé aux problèmes de sécurité d'approvisionnement. Ceci a mené la Chine à orienter ses politiques économiques vers les pays en développement. Par exemple, 33 % des importations de pétrole de la Chine proviennent du continent africain. Elle y a investi de très fortes sommes, finançant des projets d'infrastructure, la construction d'écoles et d'hôpitaux dans des pays bien ciblés. Par son action, elle pourrait bien réussir au Tiers-Monde ce que le Premier Monde n'a jamais accompli : un développement et une stabilité politique durables. En conséquence, la Chine pourrait devenir un importateur privilégié de denrées africaines et tarir une source de main-d'œuvre et d'hydrocarbures bon marché aux pays du Nord.

La diversification des sources d'énergie est un facteur de sécurité important pour la Chine, car elle doit composer avec la nécessité d'un flot ininterrompu par toutes les instabilités régionales. Dans un passé pas si lointain, la Chine pouvait se contenter de fournitures d'énergie « suffisantes ». Maintenant, elle est directement concernée par la sécurité des routes maritimes de communication, qui ne suffisent plus à l'alimenter. Ce dilemme invite la Chine à trouver de nouveaux fournisseurs et à renouer ses relations avec d'anciens partenaires. Bien entendu, elle a commencé par courtiser son voisinage immédiat, dont les pays partagent les mêmes frontières, la même philosophie politique et voire même des problèmes stratégiques similaires. Les relations économiques et énergétiques de la Chine avec la Russie et l'Asie centrale sont influencées par la nécessité d'assurer la sécurité régionale, synonyme de sécurité des approvisionnements. Cette réflexion va examiner ces liens par le biais des activités de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) *. Enfin, on fera aussi l'examen des enjeux stratégiques liés à la sécurité des voies maritimes de communication et du développement de pipelines d'approvisionnement alternatifs afin de minimiser l'impact d'interruptions possibles.

* OCS

Les membres de l'OCS sont : la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. La Mongolie, le Pakistan, l'Inde et l'Iran sont des observateurs.

Nous formulons donc ici l'hypothèse que les enjeux sécuritaires et énergétiques sont fonction non seulement de menaces régionales asymétriques, mais aussi d'un double endiguement des relations régionales. D'une part, de l'endiguement des ambitions russes à l'Ouest en réponse aux exactions commises en Géorgie et d'une certaine intransigeance envers l'Otan (entre autres), et d'autre part, de l'endiguement appliqué à la Chine par les exigences occidentales de respect des Droits de la personne et de l'environnement. Ces pressions ont pour conséquence de conduire la Russie, la Chine et l'Asie centrale dans les bras les uns des autres, afin de s'unir pour résister ou déjouer les pressions d'endiguement combinées. On peut donc recommander à l'Occident s'il veut éviter un isolationnisme régional, de rendre plus flexibles ses exigences humanitaires.

Partenariats traditionnels et nouveaux

Toute économie moderne cherche à garantir son approvisionnement en énergie ; et la sécurité de l'accès devient source de compétition entre grandes et moyennes puissances. La « potentielle instabilité de plusieurs pays exportateurs, la manipulation des réserves d'énergie, la compétition envers ses réserves, les attaques possibles sur les infrastructures de livraison, ainsi que les accidents ayant des causes humaines ou naturelles » (Yadav, 2008, p. 3) représentent des défis réels pour la Chine. L'intérêt primordial de la Chine est pour un flux continu de ressources naturelles, car la stabilité de la croissance économique – et donc de sa sécurité interne – en dépend. La croissance économique permet évidemment à une bonne partie de la population de se hisser hors de la pauvreté, et en tant qu'autorité responsable de cette amélioration de statut, le gouvernement chinois peut ainsi maintenir le contrôle sur sa population, ce qui l'engage dans la gestion et le contrôle (relatifs) des attentes populaires, qui doivent être constamment assouvies. En 2005, la Chine consommait 6,9 millions de barils de pétrole quotidiennement (mbp/j). Ce chiffre devrait presque doubler dans les quinze prochaines années pour atteindre 13,2 mbp/j vers 2025. De ce total, la Chine n'est capable de produire que 4 mbp/j, laissant un déficit de 9,2 mbp/j qui doit être comblé par l'importation provenant de la Russie, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient, du Canada et de l'Afrique (Yadav, 2008, p. 22). La diversification et la sécurité de ces sources dépend des moyens de livraison. En effet, la manière dont la Chine perçoit son énergie a une valeur intrinsèque, car elle ne peut contribuer à la sécurité de l'approvisionnement unilatéralement et dans tous les domaines à la fois.

Aujourd'hui, la coopération durable avec la Russie est cruciale car cette dernière dispose des plus importantes réserves de gaz naturel au monde et elle est la huitième puissance en matière de réserves pétrolières, ainsi que la seconde puissance exportatrice de pétrole au monde. Enfin, la Russie contrôle, par le biais d'intérêts privés, le flux d'énergie provenant de l'Asie centrale et destiné à l'Europe. Pour accéder à ces atouts, la Chine a choisi d'investir dans la rénovation de l'infrastructure

d'exploitation russe, aujourd'hui périmée. Ceci lui procure un levier d'influence auprès d'une Russie qui demeure un acteur à l'indépendance politique sourcilleuse, dont la puissance n'est pas à négliger. Ainsi la Chine investit là où elle s'assure des avantages bilatéraux. Ce rapprochement a été précédé par le règlement final de contentieux frontaliers entre les deux géants en 2001, qui permit au président Vladimir Poutine et à son homologue chinois de l'époque, Jiang Zemin, de conclure un Traité d'Alliance (Bergsten, 2007, p. 121). Trois ans plus tard, les gouvernements russe et chinois approfondissaient leurs relations par un engagement à exploiter les gisements pétrolifères de Sibérie orientale (Barry, 2006, p. 6). Pour ce faire, la Chine prêta 12 milliards de dollars à fins d'exploitation. Simultanément, la Russie et la Chine s'ouvraient aux nations d'Asie centrale pour l'accès à leurs matières premières. Il est à noter ici que « si un système de gazoducs et d'oléoducs lie l'Asie centrale à la Chine, cela aura pour effet de mettre un terme au monopole russe du transit énergétique dans la région. La balance des échanges favoriserait ainsi la Chine » (Paramanov et Strokov, 2007, p. 9-10).

On serait donc en droit de s'attendre à certaines turbulences avec la Russie, qui perdrait peut-être un outil de politique étrangère prisé, qui à long terme pourrait aussi affecter la cohésion au sein de l'OCS. Pour l'heure, toutefois, les indices de coopération laissent présager un accroissement des liens intra-régionaux.

L'Asie centrale occupe une place stratégique pour la Chine. Géographiquement, elles se jouxtent mais l'Asie centrale procure aussi un pont terrestre vers l'Iran, l'Irak et le Moyen-Orient, ce qui suggère que la cohésion économique au sein de l'OCS n'ira qu'en s'accroissant. En 2004, la Compagnie pétrolière nationale chinoise (CPNC), a commencé à établir des liens tangibles avec cette région troublée avec la construction d'un oléoduc. Puisqu'il doit traverser l'Asie centrale, les occasions de coopération entre la Chine et le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont évidentes. Le Kazakhstan revêt une importance particulière car offrant un potentiel de production de pétrole de 3,5 mbp/j et de 60 à 80 milliards de mètres-cube de gaz naturel vers 2015 (Ögütçü, 2008, p. 1). Le Kazakhstan a aussi intérêt à diversifier sa clientèle aux seules fins de résister aux pressions économiques associées à sa dépendance du marché. La coopération sino-kazakhe a débuté en 1997 et continue aujourd'hui par un oléoduc reliant les deux pays, produisant des échanges commerciaux d'une valeur de 17,55 milliards de dollars américains (2008) annuellement. En août 2005, CPNC fit l'acquisition de PetroKazakhstan, qui permit à la Chine d'accentuer ses partenariats régionaux en coopérant sur des projets comme Aktobemunaigas, PetroKazakhstan, et le *pipeline* Kazakhstan-Chine (Saurbek, 2008, p. 93).

La coopération avec l'Ouzbékistan s'est accentuée surtout après les événements tragiques d'Andijan, significatifs pour la Chine, mais que l'Ouzbékistan a qualifié de réponse à un incident terroriste (BBC, 2005). Depuis 2006, CPNC s'est jointe à un consortium international comprenant UzbekNeftGas, LukOil, Petronas, et la Compagnie pétrolière nationale coréenne visant à exploiter les gisements pétro-

lifères et gaziers du bassin de la Mer d'Aral. Avec un tel nombre d'acteurs, la Chine a un intérêt évident à préserver la stabilité régionale, essentielle au bon fonctionnement de la coopération, dont sa stabilité interne dépend. La coopération entre les membres de l'OCS est fondée sur les intérêts énergétiques presque exclusivement, et la protection de ces intérêts passe par une coopération sécuritaire toujours grandissante. À ce titre, ceci rappelle les balbutiements de l'Union européenne il y a quelque soixante ans, avec la mise en commun des marchés du charbon et de l'acier et plus tard, de l'énergie atomique. On s'en souvient, la CECA et Euratom avaient été créés afin d'éviter la compétition porteuse de risques de guerres en Europe. La Chine, la Russie et l'Asie centrale tendent apparemment aux mêmes buts avec le pétrole et le gaz. Ainsi on peut compter sur la perspective d'une intégration pacifique et de l'approfondissement des liens dans la région. Un tel super-conglomérat pourrait aussi faire contrepoids au bloc Euro-Atlantique.

Le Turkménistan n'est pas un membre de l'OCS, mais il n'en demeure pas moins un observateur important et avisé. Pour ce pays, l'industrie gazière est le plus important secteur d'activité, car il détient le quatrième rang mondial au niveau des réserves de gaz. La majorité de la production va au géant Gazprom, mais à en juger des conséquences des disputes au sujet du prix du gaz de 2006, il est à parier que le Turkménistan est pressé de trouver des partenaires plus fiables. Cet intérêt s'est manifesté par un projet de gazoduc sino-turkmène. De plus, la Chine ne conditionne pas sa coopération économique et politique au respect des droits humanitaires, ce qui retire un facteur de friction toujours présent quand les pays d'Asie centrale négocient avec les pays occidentaux. La diversification relève donc d'un calcul d'avantages mutuels. Par exemple, l'explosion en avril 2009 d'une section de gazoduc appartenant à Gazprom a entraîné l'interruption du flux vers la Chine, et ainsi la perte de revenus mensuels d'un milliard de dollars américains pour le Turkménistan. Notons que le niveau de récriminations mutuelles au sujet de cet incident démontre que la coopération n'est pas une chose facile pour les acteurs en présence (Vasava, 2010).

Ces conflits occasionnels semblent faire mentir la théorie selon laquelle le double endiguement de la Russie et de la Chine provoque la création d'un nouveau bloc commercial. Pourtant, le concept d'un « Club énergétique de l'OCS » a été évoqué par Vladimir Poutine lors du Sommet de l'OCS tenu le 15 juin 2006. Il visait justement la coordination des échanges commerciaux et de consommation des membres et pour « l'articulation d'un consensus entre représentants des autorités gouvernementales, de l'industrie et du milieu académique des États intéressés par la production, la consommation et le transit de ressources énergétiques » (Fédération de Russie, 2008).

Le 19 juin 2007, les lignes directrices d'un possible club énergétique, avec l'aval de cinq membres de l'OCS (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, et Tadjikistan), furent adoptées lors d'une rencontre à Moscou. L'Ouzbékistan s'est pour le moment abstenu de le rejoindre, mais il n'est pas impossible qu'il soutienne

l'idée sous peu, ce sujet ayant déjà été exploré lors du Sommet de l'OCS de Bichkek, en août 2007. Deux ans plus tard, Vladimir Poutine, devenu Premier ministre, soulevait encore l'initiative lors d'un forum sur le club énergétique en marge du Sommet de l'OCS de Pékin le 14 octobre 2009. « Les questions d'énergie occupent l'attention partout au monde, ce qui me mène à vous rappeler la proposition faite par la Russie d'établir un mécanisme de consultation permanent, comme un club de l'OCS » (*RIA Novosti*, 2010).

Cette proposition demeure l'objet de discussions multilatérales et bilatérales pour améliorer la coopération économique basée sur l'énergie. La Chine gagnerait à l'usage de mécanismes de consultation car cela rendrait plus prévisible la manière dont la région générerait les crises et les menaces concernant la sécurité énergétique. Les pays au statut d'observateurs ont aussi leur importance dans cette équation ; l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Mongolie étaient aussi présents à ces rencontres. L'Inde, en particulier, est importante pour le marché qu'elle représente, ses propres réserves naturelles qui sont abondantes, son avenir nucléaire qui demeure source d'inquiétude dans les affaires du sous-continent.

En ce qui concerne les relations chinoises avec le Moyen-Orient, l'Asie centrale, nous l'avons vu, est essentielle car d'elle dépendent les perspectives de hausse de livraison d'hydrocarbure à partir de l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Le décret exécutif américain 12959 « interdisant certaines transactions concernant l'Iran » (Fédération de Russie, 2009) met l'Irak dans une position privilégiée et avantage la Chine car les compagnies occidentales sont exclues de possibilités d'échanges avec l'Iran. L'Iran dispose de quelque 125,8 milliards de barils de pétrole avec le potentiel de hausser la production de 4 mbp/j à 7 mbp/j, pouvant fournir le réseau d'oléoducs existant entre l'Asie centrale et la Chine (Hurst, 2007, p. 7). Sinopec, la compagnie gazière chinoise, projette également d'acheter 250 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié pour trente ans à l'Iran (Yadav, 2008, p. 26). Avec l'Arabie saoudite, qui demeure le plus important exportateur de brut au monde, le volume d'échanges commerciaux entre le Moyen-Orient et la Chine atteindrait 40 milliards de dollars annuellement. Si on y ajoute les puits de Rumaila en Irak, qui contiennent 17 milliards de barils, et qui font l'objet d'une entente entre CPNC et British Petroleum depuis novembre 2009 sur 50 milliards de dollars, la Chine a une présence importante dans la région (*China Daily*, 2009).

À suivre...

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE ET LIENS INTERNET

- M. J. Barry, *China Will Not be a Superpower*, Canadian Forces College, Toronto, 19 avril 2006.
How the Andijan killings unfolded, BBC News, 17 May 2005.
- C. F. Bergsten, *China, The Balance Sheet, What the World Needs to Know About the Emerging Superpower*, Public Affairs, Center for Strategic and International Studies, New York, 2007.
- M. K. Bhadrakumar, « *Shanghai Cooperation Organization Primed and Ready to Fire: Toward a Regional and Global Realignment?* » in *Asia Times*, 4 août 2007.
- Hu Jintao, *Obama agree to build positive Sino-US ties*, CCTV, Pékin, 2 avril 2009.
China GDP grows by 8.7 percent in 2009, CNN China, Pékin, 20 janvier 2010.
- « *Iraq seals oil deal with BP, CNPC* » in *China Daily*, 4 novembre 2009.
 « *China, Russia to launch military drill* » in *China Daily*, 2 août 2005.
 « *Hu's visit to C. Asia, Russia fruitful* » in *China Daily*, 29 août 2007.
- R. Czulda, *Nowe wyzwania i zagrożenia na obszarach morskich*, Przegląd Morski, Varsovie, janvier 2009.
- Marcel de Haas, *The "Peace Mission 2007", Exercises: the Shanghai Cooperation Organization Advances*, Defence Academy of the United Kingdom, Advanced Research and Assessment Group, septembre 2007.
- J. Ho, *Cooperative Mechanisms in the Malacca Straits*, S. Rajaratnam School of International Studies, 14 mai 2009.
- C. Hurst, *China's Global Quest for Energy*, The Institute for the Analysis of Global Security, Washington, janvier 2007.
- « *Fissures in the force – Multilateral co-operation can only go so far* » in *Jane's Intelligence Review*, 1^{er} juin 2007.
Continuation of the National Emergency With Respect To Iran. Notice of 11 March 2009.
- P. Kwiatkiewicz, « *Cie niny – Naftowe w skie gardla* » in *Gigawat Energia* n° 1, Cracovie, 2007.
- Le Tian, « *Joint drill enters the final phase* » in *China Daily*, 17 août 2007.
- V. Litovkine, « *L'armée chinoise s'entraîne sur le territoire de la Russie* » in *Revue militaire indépendante*, n° 25, 3 août 2007.
- R. N. McDermott, *The Rising Dragon: SCO Peace Mission 2007*, The Jamestown Foundation, Washington, octobre 2007.
- W. M. Morrison, *China's Economic Conditions*, Congressional Research Service, Washington, 5 mars 2009.
- M. Ögütçü, *Kazakhstan's Expanding Cross-Border Gas Links. Implications for Europe, Russia, China and other CIS countries*, University of Dundee, vol. 17, Dundee 2008.
- V. Paramanov, A. Stokov, *Economic Involvement of Russia and China in Central Asia*, Conflict Studies Research Centre, Defense Academy of UK, mai 2007.
- « *Putin Pushes SCO Countries to Form Energy Forum* » in *RIA Novosti*, 14 octobre 2010.
 « *Pacific oil pipeline a strategic project: Putin* » in *RIA Novosti*, 28 décembre 2009.
 « *China to Grant \$10 bln Loan to SCO States to Overcome Crisis* » in *RIA Novosti*, 16 juin 2009.
- Z. Saurbek, *Kazakh-Chinese Energy Relations: Economic Pragmatism or Political Cooperation? The China and Eurasia Forum Quarterly*, Volume 6, n° 1, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, février 2008.
- Chef d'état-major russe, « *L'exercice conjoint Mission de Paix 2009 est plus politique que militaire* » in *Nouvelles des Forces terrestres*, 24 juillet 2009 (article en russe).
- Sun Shangwu, Wu Zhiyi, « *First joint drill with Russia launched* » in *China Daily*, 19 août 2005.
- Yun Yun Teo, *Target Malacca Straits: Maritime Terrorism in Southeast Asia*, Studies in Conflict & Terrorism, vol. 30, n° 6, 2007.
- J. Vasava, *China Frees Turkmenistan from the Diktats of Gazprom*, 13 février 2010, The Article Alley.
- S. B. Weeks, *Sea Lines of Communication (SLOC) Security and Access*, University of California, Institute on Global Conflict and Cooperation, février 1998.
- « *Major PLA-related joint anti-terror military trainings* » in *News Agency Xinhua, PLA Daily*, 22 décembre 2007.
- Surya N. Yadav, *India, China and Africa. New Partnership in Energy Security*, Jnanada Prakashan (P&D), New Delhi 2008.
- Liang Yongli, Du Xianzhou, « *Coalition-2003: a successful joint anti-terrorism maneuver* » in *PLA Daily*, 14 août 2003.
- M. Zubir, *The Straits of Malacca: the Rise of China, America's Intentions and the Dilemma of the Littoral States*, Maritime Institute of Malaysia, avril 2005.
- CIA The World Factbook*: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>
 Compagnie pétrolière nationale chinoise CPNC : www.cnpc.com.cn/
<http://www.erina.or.jp/en/Asia/map/index5.htm>
<http://www.hydrocarbons-technology.com/projects/espipeline/>
 Organisation de Coopération de Shanghai : www.sectco.org
 Fédération de Russie : <http://www.premier.gov.ru/>